

Le sénateur Croll: N'existe-t-il pas actuellement une compagnie appelée la *Eagle Star Insurance Company*?

M. Humphrys: Oui, une compagnie britannique. C'est la compagnie-mère.

Le président suppléant: A-t-on d'autres questions à poser à M. Humphrys? Monsieur Hugessen, ou les autres représentants de la compagnie, désirez-vous ajouter quelque chose à ce qu'a dit M. Humphrys?

M. James K. Hugessen, conseiller, British Northwestern Insurance Company: A moins que vous-même ou l'un des sénateurs ayez d'autres questions à poser, je ne vois rien à ajouter à ce qu'a dit M. Humphrys.

Le président: Quelqu'un a-t-il d'autres questions à poser à M. Humphrys ou à M. Hugessen?

Le sénateur Croll: Si j'ai bien compris, monsieur Humphrys, la *Eagle Star* prend possession de cette compagnie?

M. Humphrys: La *Eagle Star* détient actuellement tout le capital social de cette compagnie. La *Eagle Star* souscrit des polices d'assurance sous sa propre raison sociale et la *British Northwestern* agit de la même façon. A l'avenir, la plupart de ses affaires au Canada se feront par l'entremise de la filiale qui, si le bill est adopté, deviendra la *Eagle Star*, compagnie d'assurance du Canada. Ainsi les deux compagnies poursuivront leurs activités au Canada, mais c'est la compagnie canadienne qui effectuera la majorité des transactions.

Le sénateur Croll: N'y a-t-il pas une compagnie britannique établie au Canada?

M. Humphrys: Oui. Dans le passé une certaine partie des affaires de la compagnie provenait des polices souscrites par la compagnie-mère. Dorénavant, la tendance sera de faire souscrire ces polices par la nouvelle compagnie.

Le sénateur Kinley: Les actionnaires sont-ils les mêmes?

M. Humphrys: Oui. Il est assez courant que les compagnies-mères et les filiales s'occupent d'assurances contre les accidents, à l'étranger. On peut citer plusieurs exemples de compagnies-mères ayant plusieurs filiales. Il y avait, dans ce groupe, trois filiales qui vendaient toutes de l'assurance au Canada. Deux d'entre elles ont cessé leurs opérations courantes. Elles ont encore l'intention de continuer leurs opérations par l'intermédiaire de cette compa-

gnie qui sera canadienne. Je crois que la compagnie-mère restera aussi au Canada, surtout pour s'occuper d'assurance générale.

Le sénateur Burchill: Où est le siège social de la compagnie?

M. Humphrys: A Toronto.

Le sénateur Kinley: Comment les administrateurs sont-ils élus?

M. Humphrys: Ils sont élus par les actionnaires.

Le sénateur Kinley: Le capital se trouve-t-il en Angleterre?

M. Humphrys: La compagnie-mère détient le capital social, mais les actionnaires ont le droit d'assister à l'assemblée annuelle et d'y voter. On peut donc dire qu'ils élisent les administrateurs.

Le sénateur Macnaughton: Monsieur Humphrys, avez-vous des objections à formuler envers ce bill?

M. Humphrys: Non.

Le sénateur Croll: Je n'ai pas non plus d'objections envers le bill, mais je ne comprends pas très bien ce à quoi ils veulent en venir.

Le président suppléant: Tout d'abord, les choses auraient été bien plus simples s'ils avaient laissé de côté la *British Northwestern* et s'ils avaient tout bonnement constitué en corporation une compagnie canadienne portant la même raison sociale que la compagnie-mère, en Angleterre. C'est ce qu'ils font en réalité.

Le sénateur Croll: Je m'en rends compte. Si j'étais actuellement assuré par la *British Northwestern Insurance Company*, ma police resterait-elle en vigueur à la *British Northwestern Company* ou bien serait-elle transférée à la *Eagle Star*?

M. Humphrys: Votre police resterait en vigueur à la compagnie. Elle serait toujours valide et ne subirait aucun changement; mais, du fait que la raison sociale de la compagnie est changée, lorsque vous renouvellez votre assurance, votre nouvelle police porterait la raison sociale *Eagle Star of Canada*. Mais ce sera toujours la même corporation, le même corps constitué ayant les mêmes responsabilités.

Le sénateur Thorvaldson: Ce n'est en fait qu'un simple changement de raison sociale. C'est tout ce que prévoit le bill.

M. Humphrys: Précisément.

Le sénateur Thorvaldson: Plus l'augmentation de capital.